

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 08/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL CARRIÈRE GIRAULT DE VILLEPRENOY**

Route de la Chapelle  
Hameau de Villeprenoy  
89480 Andryes

Références : 260151  
Code AIOT : 0005400642

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2026 dans l'établissement SARL CARRIÈRE GIRAULT DE VILLEPRENOY, implanté Route de la Chapelle - Villeprenoy - 89480 Andryes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2026 de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL CARRIÈRE GIRAULT DE VILLEPRENOY
- Route de la Chapelle - Villeprenoy - 89480 Andryes
- Code AIOT : 0005400642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral n°PREF/DCDD/2005/088 du 30 juin 2005 pour une durée de 30 ans. Elle est destinée à l'extraction de pierres de taille et de plaquettes calcaires, de blocs calcaires commercialisables et de plaquettes calcaires à raison d'une production annuelle de 500 tonnes en moyenne, ne pouvant excéder 1 000 tonnes.

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 22.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 22.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Prévention des nuisances par le bruit	Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 30.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 22.3.1	Sans objet
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 27	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Des actions correctives et des éléments justificatifs sont attendus concernant notamment les points suivants :

- la mise à jour du plan d'exploitation du site ;
- la mise en conformité de la hauteur maximale autorisée du front n°2 et de la largeur de la banquette du front n°1 ;
- la vérification et la transmission à l'Inspection du rapport des installations électriques ;
- les analyses et la transmission à l'Inspection du rapport des niveaux sonores.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 22.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épaisseur
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'extraction se fait sur une épaisseur moyenne de 8 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 190 m NGF.
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que la dernière extraction a été réalisée en 2021. Le plan d'évolution, imposé à l'article 33 ci-après, n'a pas été mis à jour depuis le 15/12/2009. <b>Sa mise à jour permettra de vérifier la cote de fond d'extraction.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 22.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Après réalisation de la découverte, les matériaux sont extraits par sciage par haveuse rouilleuse dans la masse en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 3 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 5 m.
<b>Constats :</b>  Les matériaux sont extraits par sciage au moyen d'une haveuse. Lors de la visite, il est constaté visuellement que la hauteur du front n°2 est de l'ordre de 20 mètres, valeur supérieure à la hauteur maximale autorisée fixée par le plan de phasage en vigueur, tel que modifié en 2010 (voir constats n°3). En outre, la largeur de la banquette du front n°1 apparaît nettement inférieure à 5 mètres, étant estimée à environ 1 mètre. <b>La mise à jour du plan d'évolution permettra de préciser ces observations.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit vérifier, sur la base des éléments topographiques actualisés (mise à jour du plan d'évolution du site), la conformité des caractéristiques géométriques des fronts et des banquettes aux dispositions du plan de phasage de 2010.</b> <b>Dans l'hypothèse où il serait confirmé que la hauteur des fronts excède la hauteur maximale autorisée de 9 mètres et/ou que la largeur des banquettes est inférieure à 5 mètres, l'exploitant doit procéder à leur mise en conformité.</b> <b>L'exploitant transmettra à l'Inspection les actions correctives engagées, accompagnées des éléments justificatifs attestant de leur mise en œuvre.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 22.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Phasage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexées en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (voir annexe 1).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déposé, le 25 juin 2010, un porter-à-connaissance portant sur une demande de modification des conditions d'exploitation. Celle-ci prévoyait notamment une modification du plan de phasage, l'abaissement de la cote minimale d'extraction à 188 m NGF ainsi que la fixation de la hauteur des gradins à 9 mètres.</p> <p>Par courrier du 25 août 2010, les services de la DREAL ont considéré ces modifications comme non substantielles.</p> <p>Ce nouveau plan de phasage, annexé à la demande, prévoit, pour les phases quinquennales d'exploitation 2 à 6, une extraction simultanée sur trois fronts : les fronts 1 et 2 progressent en direction du nord-ouest, tandis que le front 3 évolue vers le sud-est.</p> <p>Lors de la présente visite, il est constaté que le sens d'exploitation prévu dans le plan de phasage de 2010 est respecté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter, en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH (mesuré dans l'effluent en amont suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5,</li> <li>• température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C,</li> <li>• couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) telle que la modification de la couleur du milieu naturel récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l,</li> <li>• absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C,</li> <li>• matière en suspension totale (MEST mesurée suivant la norme NFT 90 105) inférieure à 35 mg/l,</li> <li>• demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO mesurée suivant la norme NFT 90 101) inférieure à 125 mg/l,</li> <li>• hydrocarbures (mesurés suivant la norme NFT 90 114) inférieurs à 10 mg/l.</li> </ul>

[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que l'installation fonctionne en circuit fermé, ainsi aucun effluent n'est rejeté vers le milieu extérieur. Lors de la visite, il est en outre constaté l'absence de point d'évacuation ou de rejet externe. <b>En conséquence, la présente prescription n'est pas applicable à l'établissement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Incendie et explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  32.1 - L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie. 32.2 - Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur. 32.3 - Les matériels visés aux articles 32.1 et 32.2 sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an.
<b>Constats :</b>  Un extincteur est présent dans chacun des ateliers, à savoir l'atelier de sciage et l'atelier « taille blocs ». Ces équipements ont fait l'objet d'une vérification le 10/02/2026. Cependant, la vérification des installations électriques n'a pas été réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>La vérification des installations électriques doit être réalisée. Le rapport correspondant sera transmis à l'Inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Prévention des nuisances par le bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 30.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suite, en limite de la zone d'exploitation autorisée : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 70 dB(A) pour la période diurne allant de 7 h 30 à 17 h 00 sauf dimanches et jours fériés.</li> </ul> L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation.

<b>Constats :</b>
Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'Inspection le rapport relatif aux mesures des niveaux acoustiques du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Des mesures acoustiques doivent être réalisées lors de la prochaine campagne d'extraction. Le rapport correspondant sera transmis à l'Inspection</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Plan d'évolution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2005, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>• la position des fronts,</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• les zones remises en état.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour une fois l'an.</p>
<b>Constats :</b>
<p>Le dernier plan d'évolution présenté par l'exploitant, établi par GEOMEXPERT, daté du 15/09/2009 ne fait pas apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p><b>Un plan d'évolution, comportant, <i>a minima</i>, l'ensemble des éléments édictés à la présente prescription, doit être établi et transmis à l'Inspection.</b></p> <p><b>Il est rappelé à l'exploitant que la mise à jour de ce plan doit être réalisée annuellement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois